



Rapport d'analyse de protection pour la région de l'Extrême-Nord

Mars 2022



Figure 1 IDP Site Yeme, Mayo Sava @UNHCR2021

I. Environnement de protection

Dans la région de l'Extrême Nord du Cameroun, en juillet 2021, le nombre de personnes déplacées internes était estimé à 357,631 dont 56% de femmes. (Source : OIM/DTM July 2021). Des statistiques de population plus récentes sont en cours d'élaboration. La vaste majorité des déplacements forcés est causée par la situation d'insécurité et les attaques des groupes armés non-étatiques. Une minorité des déplacements sont la cause directe des affrontements intercommunautaires comme le démontre les déplacements qui ont eu lieu dans le Logone Birni en décembre dernier.

L'environnement de protection est caractérisé par une situation sécuritaire volatile et des incursions régulières des groupes armés non-étatiques qui affectent également les acteurs humanitaires comme en témoigne l'enlèvement de 5 membres du personnel d'une ONG internationale le 24 février à Fotokol, département du Logone et Chari à la frontière avec le Nigeria.

Au mois de février 2022, les moniteurs de protection ont enregistré 45 incursions et attaques des groupes armés non-étatiques y compris des attaques contre des postes ou cibles militaires mais aussi des attaques de villages affectant directement la population civile. La moitié de ces incursions et attaques a été répertoriée dans le



département du Mayo Tsanaga. Le 04 février, un engin explosif improvisé (IED) a été activé non loin de la localité de Sagné (Logone et Chari) dans l'arrondissement de Fotokol entraînant la mort d'un enfant et en blessant grièvement un autre. Les incidents liés à l'utilisation de IED par les groupes armés non-étatiques ne sont pas aussi nombreux dans l'Extrême Nord qu'ils le sont dans la crise du Nord-ouest et Sud-ouest. Les partenaires de protection continuent néanmoins leur plaidoyer pour la mise en place de programmes de sensibilisation et éducation aux risques liés à la présence de mines/engins explosifs dans les départements affectés par la crise du Bassin du Lac Tchad.

Les violences du mois de février ont entraîné le déplacement (y compris les mouvements pendulaires) d'environ 1,400 personnes dans le département du Mayo Tsanaga (Source IRC, février 2022). C'est également dans le Mayo Tsanaga que les moniteurs de protection ont enregistré le plus grand nombre d'incident en février (77%), suivi du Mayo Sava (17%).

Au mois de février, un nombre **total de 595 incidents de protection a été rapporté par les moniteurs de protection, dont la vaste majorité reste les vols et destructions de biens personnels**. Les changements dans la cartographie des acteurs de monitoring de protection dans la région ont pour conséquence que ce mois-ci encore certaines zones géographiques ne sont pas couvertes. Malgré les changements en cours, le nombre d'incidents enregistrés par le partenaire IRC a lui seul est presque 50% plus élevé en février qu'en janvier et 30% plus élevé qu'en décembre, qui avait été marqué par le conflit intercommunautaire du Logone Birni. (Source IRC, février 2022). La hausse du nombre d'incidents est directement attribuable au nombre d'incursions et attaques par les groupes armés non-étatiques ; les acteurs de protection toutefois soulignent aussi l'importance de l'insécurité alimentaire dans la région comme facteur d'influence.

Par ailleurs, il n'y a pas de monitoring de protection en place dans les zones affectées par l'urgence du Logone Birni. Si les évaluations des besoins des personnes déplacées menées dans le Diamare, a Waza et dans le Logone Birni avaient indiqué un faible risque de violence basée sur le genre, de violence et abus contre les enfants ou encore de violations des droits liées à l'insécurité ou au manque de coexistence avec les populations hôtes, un suivi régulier des incidents devrait toutefois être mis en place. Au mois de février, seuls 6% des incidents enregistrés par les moniteurs de protection ont eu lieu dans le département du Logone et Chari notamment en raison de la faiblesse de la couverture géographique par les partenaires.

Quant aux incidents de violence basée sur le genre, au cours du mois de février, **132 incidents ont été rapportés par les acteurs de VBG, principalement des cas de dénis de ressources, de services et d'opportunités** (UNFPA & IRC/GBVIMS Dashboard, février 2022).



II. Incidents de protection

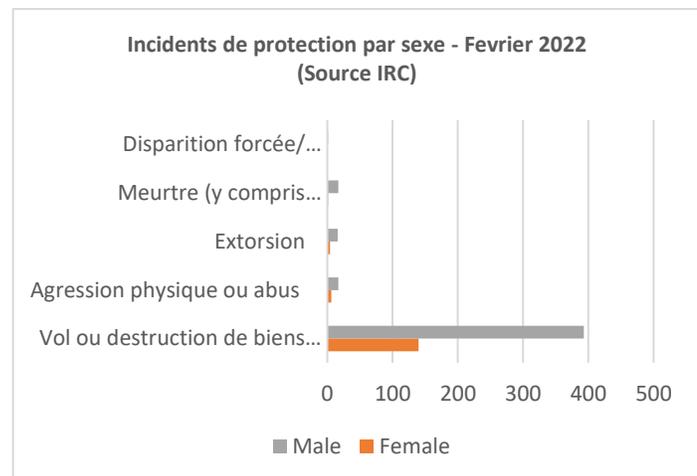
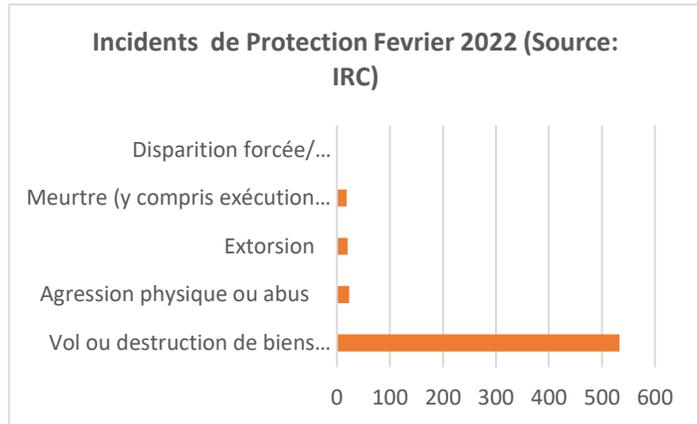
Pour ce mois de février 2022, les incidents de protection rapportés à travers les acteurs de monitoring de protection sont au nombre de **595** dans les trois départements de Mayo-Sava, Mayo-Tsanaga et Logone et Chari (IRC, Rapport de Monitoring de Protection, février 2022)¹. Les principaux incidents répertoriés ont été les vols et destructions de biens personnels (95%) ; les agressions physiques et abuse (4%) ; et extorsion de biens (3%). Les moniteurs de protection ont également enregistré un nombre de 18 civils tués dans le cadre des attaques des groupes armés non-étatiques.

La population hôte est, comme régulièrement, la plus touchée par ces incidents (78%) ; suivie par la population des déplacés internes (15%).

En termes de sexe, les hommes sont les plus touchés par les incidents (75%) car ils sont, traditionnellement, les propriétaires des biens du ménage. 26% des incidents de vols et destructions de biens personnels ont toutefois directement affecté les femmes.

En février, les forces de défenses et de sécurité sont les auteurs présumés de 90% des incidents ; 10% auraient été commis par les groupes armés non-étatiques et seulement 01% par des groupes criminels. La sécheresse et l'insécurité alimentaire pourraient expliquer ce changement de tendance des auteurs présumés des incidents enregistrés par les moniteurs de protection.

Au cours du mois de février, **132 incidents de violence basée sur le genre ont été rapportés par les acteurs de VBG y compris** dénis de ressources et d'opportunités (42%) ; agression physique (30%) ; violence psychologique (12%) ; viol (9%) ; agression sexuelle (4%) ; et mariages forcés (3%). Parmi ces incidents, 90% sont perpétrés par les partenaires intimes. Ce mois-ci 100% des survivantes sont des femmes et des filles ; 15% sont des enfants. La population hôte est la plus touchée (47%) suivie par la population déplacée (31%) et réfugiée (20%).



¹ Il faut noter que les statistiques sont basés sur la date à laquelle l'incident est rapporté et non celle à laquelle l'incident a eu lieu.



Parmi les survivantes d'incidents de VBG, 100% de cas ont bénéficié d'une assistance psychosociale. Seules 6% des survivantes de viol ont été prises en charge, parmi lesquelles seules 2% endéans les 72 heures qui ont suivi l'incident. Les partenaires de VBG en effet constatent que trop souvent les survivantes ne font appels aux services mis en place que lorsqu'elles développent des problèmes de santé liés au viol ou a l'agression sexuelle.

Messages clés

➤ A l'Equipe Humanitaire Pays :

- Ce mois-ci 90% des incidents de protection ont pour auteurs présumés les forces de sécurité et de défense, ce qui vient appuyer la recommandation adoptée par le HCT de renforcer la sécurité de la population civile au travers du renforcement de la sensibilisation des forces armées et de la CMCoord.

➤ Aux bailleurs :

- Financement de la réponse liée a l'urgence du Logone Birni
- Soutien a une réponse holistique a la situation d'insécurité alimentaire y compris les activités de mitigation et de réponse aux risques de protection.

Pour plus d'information, Veuillez contacter:
Secteur Protection Cameroun, Elodie Lemal lemal@unhcr.org
AOR Protection de l'Enfance Cameroun, Barbara Jamar, bjamar@unicef.org
AOR GBV Cameroun, Carelle Nhake, nhake@unfpa.org